

Atelier d'information et de formation sur le Cadre des Dépenses à Moyen Terme CDMT

MOT D'OUVERTURE DE S.E.M. LE MINISTRE DU BUDGET DEVANT LES EXPERTS

- **Monsieur le Secrétaire Général au Budget ;**
- **Mesdames et messieurs les Experts des Ministères du Budget, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de la Santé, de l'Agriculture, et du Développement Rural.**
- **Mesdames et Messieurs;**

C'est un réel plaisir de m'adresser à vous dans ce beau cadre du Centre Catholique NGANDA. Comme vous le savez, ce qui nous réunit ce matin, c'est le lancement d'une grande réforme de la gestion des finances publiques dans notre pays. Il s'agit de l'introduction du processus du Cadre des Dépenses à Moyens Termes, CDMT en sigle, d'une budgétisation par programme et d'une gestion axée sur le résultat.

Vous êtes sans ignorés les bénéfices que notre pays a tirés du lancement du train de réformes structurelles et sectorielles depuis 2001. La récession qui avait duré toute la décennie 90 a été arrêtée, et les activités économiques ont repris une croissance positive. L'hyperinflation a été éradiquée et la monnaie nationale

a retrouvé une relative stabilité sur le marché des changes. L'administration fiscale a été modernisée par la création de la Direction des Grandes Entreprises, des Centres d'Impôts et des Centres des impôts synthétiques, pour ne citer que ces réformes des structures. Les recettes fiscales et non fiscales mobilisées sont en augmentation régulière au fil des années. On est passé d'un Budget de l'Etat en ressources propres de 301 millions de dollars en 2001 à plus de 2 milliards de dollars en 2008. Au cours de cette période, au moment où le taux de croissance économique se situait entre 2 et 8%, celui de recettes en termes réels accusait une croissance annuelle moyenne de 40%.

L'exécution du Budget s'effectue à travers le circuit de la chaîne de la dépense qui a été informatisé depuis 2003, et suit une procédure qui comprend les quatre phases que sont l'Engagement, la Liquidation, l'Ordonnancement et le Paiement.

Est-il nécessaire de rappeler qu'avant 2003, de l'initiation au paiement, un dossier de dépense connaissait environ 140 points de stationnement ou de manipulation physique par des mains des agents de l'Etat. La rationalisation du circuit de la chaîne de la dépense opérée en 2003 a conduit à la réduction de près de 2/3 de points de stationnement et écourter de ce fait, le parcours de combattant auquel étaient soumis les dossiers de dépense publique.

Ce sont là des progrès parmi tant d'autres qui ont été réalisés dans notre pays. Vous avez été, à des titres divers, témoins et surtout acteurs de ces changements, qui ne sont que les résultats des réformes mises en œuvre qui ne sont qu'au début de leur processus. C'est ici l'occasion pour moi de saluer votre engagement et détermination dans ce combat de modernisation de notre économie.

Donc il faut aller encore plus loin. Car, le diagnostic récent de la gestion des finances publiques de notre pays a démontré que d'autres progrès sont nécessaires d'être réalisés.

Des changements sont nécessaires, parce qu'il se manifeste encore certaines faiblesses au niveau de la manière dont le Budget de l'Etat est préparé et exécuté. Les impératifs de court terme l'emportent souvent sur les défis de long terme, l'élaboration du budget est encore basée sur des prévisions rigides qui ne font pas l'objet d'une véritable discussion des options en termes de politiques sectorielles et de la programmation qui en résulte. Des grandes disparités subsistent encore entre les crédits budgétaires et leur exécution du fait notamment d'une préparation budgétaire qui accuse encore des faiblesses

Des changements sont nécessaires encore, parce que la préparation du Budget continue à souffrir d'un gonflement artificiel de demande de crédits dans le seul but d'obtenir le maximum des ressources, ainsi que des distorsions dans l'allocation des dépenses. L'élaboration des prévisions des

dépenses suit encore la logique des moyens plutôt que celle de résultat.

Des changements sont nécessaires enfin parce que les budgets de notre pays ne reflètent pas clairement les priorités du Gouvernement telles que décrites dans son Document de la Stratégie de réduction de la pauvreté et repris dans les cinq chantiers de la République.

D'où l'impératif de nous approprier les instruments modernes de gestion des finances publiques que sont le CDMT, le Budget-programme, dans le cadre d'une gestion axée sur le résultat que nous instaurons à l'instar des autres pays africains qui les ont expérimentés et obtenu des résultats significatifs.

Mesdames et Messieurs les Experts ;

Nous avons eu à clôturer hier mercredi avec mon collègue des Finances, dans cette même salle, un atelier sur le projet des lois organiques, spécialement la loi financière, auquel certains d'entre vous ont pris part. Cette nouvelle loi va également induire des changements importants dans la gestion économique et financière dans notre pays. Elle prend en compte aussi bien la dimension « décentralisation » telle que consacrée par la loi fondamentale de notre pays, que l'impératif de la modernisation des instruments

de gestion des finances publiques qui exige notamment le rapprochement entre les finances et les ministères sectorielles en y affectant un ordonnateur délégué ainsi qu'un contrôleur budgétaire.

Aujourd'hui, le pays a encore besoin de vous, Cadre de l'Administration publique, aussi bien au niveau central que provincial, pour servir de rampe de lancement de cette réforme importante qui est appelée à s'étendre dans tous les secteurs de la vie nationale.

Pour cela, vous devez vous approprier ces nouveaux instruments de gestion, en maîtriser les différents contours pour en faire des véritables outils de modernisation de notre économie.

Certes, la réussite d'une réforme d'une telle ampleur, qui passe par les changements des comportements des intervenants dans le processus budgétaire, la restructuration de nos administrations aussi bien au niveau central que provincial, dépend en grande partie de la volonté politique qui ne fait pas défaut aujourd'hui.

Mais la volonté politique à elle seule ne saurait suffire, il faut y adjoindre un accompagnement technique de haute facture.

Vos responsables politiques respectifs que sont les Ministres et Vice-ministres ont été sensibilisés sur le processus CDMT et le

budget programme au cours de l'atelier que nous avons organisé à leur intention, il y a deux jours.

Hier au Grand Hôtel, les responsables des deux Chambres de la Représentation Nationale, leurs bureaux ainsi que les Membres de leurs Commission Economique et Financière respectives ont été éclairés sur l'importance de cet exercice et sur la nécessité de leur implication.

Il vous revient à présent, à l'issue de cet atelier, de relever le défi de doter notre pays :

1. d' un cadre pluriannuel des ressources stables, cohérent et réaliste pour éviter le plus possible que les impératifs de court terme ne dominant les décisions budgétaires ;
2. d'un cadre qui favorise une approche par programme avec des stratégies et des objectifs de performance bien définis ;
3. d'un système cohérent d'allocation de ressources avec les priorités sectorielles et intersectorielles du gouvernement, notamment dans le cadre du DSCR et de cinq chantiers de la République ;
4. d'un cadre budgétaire qui favorise une meilleure lisibilité par les agents économiques des intentions du Gouvernement sur le moyen terme, tout en permettant de créer un environnement financier stable sur la durée.

Mesdames et messieurs les Experts,

Si le Gouvernement de la République, à travers le Ministère du Budget, des Finances et du Plan, s'engage à mettre en place cette réforme, et si les partenaires au développement dont la Banque mondiale et le Programme de Nations-unies pour le Développement, acceptent d'accompagner ce processus, c'est parce qu'elle demeure le chemin par lequel il faut passer pour moderniser la gestion des finances de l'Etat.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux de l'atelier sur l'information et la formation sur le Cadre des Dépenses à Moyen Terme et vous remercie.
